FLASH - HANDICAP
n° 20 du 3 décembre 2021

Lettre d'information bimensuelle du Service Documentation
EHESP Paris

ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

ARS

Fixation pour l'année 2021 du montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé – Texte intégral

ESMS

Fixation pour l'année 2021 les dotations régionales limitatives de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés – Texte intégral

Modalités de déclaration et de suivi des protocoles locaux de coopération au sein des dispositifs d'exercice coordonné et des établissements et services médico-sociaux – Texte intégral

CNSA

Fixation pour l'année 2021 de l'objectif de dépenses et du montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée – Texte intégral

Enseignement

Organisation des classes préparatoires aux grandes écoles et à la continuité des aménagements des épreuves des examens ou concours de l'enseignement supérieur pour les candidats en situation de handicap – Texte intégral

Création de dispositifs d'autorégulation (DAR) pour les élèves présentant des troubles du spectre de l'autisme, dans le cadre de la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neurodéveloppement – Texte intégral

Autres textes

Améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu – Texte intégral

Conditions d'agrément, de suivi et de contrôle des assistants maternels et des assistants familiaux et aux règles applicables aux locaux et à l'aménagement intérieur des établissements d'accueil du jeune enfant – Texte intégral

Montant de la contribution financière des départements au fonctionnement du groupement d'intérêt public « Enfance en danger » au titre de l'année 2021 – Texte intégral

Niveau de la contribution du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » au fonds d'intervention régional – Texte intégral – Texte intégral

ACTUALITES BIBLIOGRAPHIQUES

Seen, Counted, Included: Using data to shed light on the well-being of children with disabilities – Unicef
Ce rapport met en évidence l'étendue des privations subies par les enfants handicapés, soit un enfant sur 10 dans le monde, selon plusieurs indicateurs de bien-être portant notamment sur la santé, l'éducation et la protection. L'accès à l'éducation est l'un des divers sujets abordés dans le rapport. Bien que l'importance de l'éducation soit généralement admise, les enfants handicapés accusent encore des retards dans ce domaine. Les auteurs du rapport constatent que les enfants ayant du mal à communiquer et à prendre soin d'eux-mêmes sont ceux qui risquent le plus de ne pas être scolarisés, quel que soit le niveau d'éducation considéré. Les taux de non-scolarisation sont plus élevés parmi les enfants atteints de handicaps multiples et les disparités se creusent encore lorsqu'on prend en compte la gravité du handicap. Unicef, 2021 – Texte intégral

Pour une inclusion dans l'éducation dès la petite enfance : de l'engagement à l'action – Unesco
Cette publication présente des données qualitatives et quantitatives et des réflexions orientées vers l'action, appelant à l'engagement mondial renouvelé en faveur de l'inclusion dès la petite enfance. Ses arguments se fondent sur la consultation d'experts, de praticiens et d'universitaires de divers pays et sur des activités de recherche documentaire récentes. Elle s'adresse aux décideurs politiques, aux gestionnaires des programmes et structures d'éducation et de protection de la petite enfance, aux intervenants, aux partenaires de développement, aux familles et aux institutions de recherche. Elle recommande aux décideurs politiques des mesures à prendre en concertation avec les acteurs concernés ainsi que des pistes d'intervention, dans la perspective de rendre l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) plus inclusive. Ses propos s'appuient sur des exemples inspirants provenant de différents pays et sur des résultats de recherche. Unesco, 2021, 58 p. – Texte intégral

Santé mentale des enfants : le droit au bien-être. Rapport 2021 – Hédon Claire, Delemar Eric
A l'occasion du 20 novembre, journée internationale des droits de l'enfant, la Défenseure des droits, Claire Hédon, et son adjoint Défenseur des enfants, Eric Delemar, rendent public leur rapport annuel consacré aux droits de l'enfant : Santé mentale des enfants : le droit au bien-être. Le défaut de prise en charge des troubles de santé mentale et les manquements aux droits qui en découlent constituent une entrave au bon développement de l'enfant et à son intérêt supérieur, que deux années de vagues épidémiques ont contribué à aggraver. La Défenseure des droits appelle à prendre la pleine mesure de l'enjeu décisif que représente la bonne santé mentale des enfants et à agir urgemment pour sortir des approches fragmentaires et strictement sanitaires. Elle souhaite que la santé mentale soit appréhendée dans sa globalité, conformément à l'approche retenue par l'OMS, en lien avec la santé physique et avec l'environnement dans lequel évolue l'enfant, comme l'environnement familial et scolaire, les relations affectives, les conditions de vie, les réseaux sociaux, etc. Défenseure des droits 2021, 80p. – Texte intégral, Synthèse des 29 recommandations

Guide de la justice des mineurs – Ministère de la justice
Ce guide présente les grandes notions de droit issues de la justice civile et pénale des mineurs. Du fait de leur particulière vulnérabilité, eu égard à leur jeune âge, les mineurs ont des droits spécifiques permettant d'assurer leur protection lorsqu'ils se retrouvent face à la justice, que ce soit en tant que victime, enfant en danger ou auteur d'une infraction. La justice des mineurs se fonde sur la nécessité d'adapter son fonctionnement au manque de maturité physique et intellectuelle d'une personne de moins de 18 ans et prend en compte le respect de ses droits fondamentaux, reconnus notamment par la Convention internationale des droits de l'enfant. La protection de l'enfance est primordiale et de nombreux professionnels œuvrent au quotidien pour accompagner les mineurs victimes, les mineurs en danger ou encore les mineurs en conflit avec la loi. Que vous soyez travailleurs sociaux, familles d'accueil, éducateurs, psychologues, professeurs, parents, jeunes, ce guide s'adresse à vous : il vous permettra de connaître les grandes règles du droit des mineurs, le fonctionnement de la justice des mineurs, le rôle des différents acteurs judiciaires, et de les comprendre, voire de les expliquer à ceux qui en auraient besoin. Ministère de la justice, 2021, 37p. – Texte intégral

Pour une université inclusive – Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
Cette publication du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation donne les principales statistiques relatives aux étudiants en situation de handicap (effectifs, répartition, niveau de formation…), présente les informations générales et dispositifs d'accompagnement (aménagements pédagogiques, orientation et accès au supérieur, vie étudiante, logement, référents) ainsi que les liens utiles. Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 2021, 9p. – Texte intégral

La prise en compte des handicaps dans les bibliothèques de l'enseignement supérieur et dans les bibliothèques territoriales – Caudron Olivier, Rimane Juliana, Wiitkar Fabrice
Alors que la Convention internationale sur les droits des personnes en situation de handicap est en vigueur dans le droit français depuis dix ans, que l'Acte européen d'accessibilité des produits et des services doit être transposé dans chaque pays de l'Union européenne d'ici 2022 et que le sujet du handicap est une des priorités du mandat présidentiel en cours, la prise en compte des handicaps dans les bibliothèques, qu'elles soient d'enseignement supérieur ou territoriales, méritait d'être évaluée. L'étude montre qu'au sein des bibliothèques, de nombreuses actions et initiatives sont réalisées, en cours ou en projet, pour améliorer l'accueil des personnes en situation de handicap, mais aussi que la situation est très variable et inégale selon les bibliothèques et à l'intérieur de chaque groupe, entre bibliothèques départementales, entre bibliothèques municipales et intercommunales et entre bibliothèques de l'enseignement supérieur. Les 27 préconisations formulées vont dans le sens d'une systématisation des bonnes pratiques. Elles sont regroupées sous quatre rubriques : édition accessible et adaptée, formation des bibliothécaires, organisation et formalisation, impulsion nationale. Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (IGÉSR), 2021, 88p. – Texte intégral

Mieux répondre aux attentes des personnes en situation de handicap. Des outils pour la transformation des établissements et services sociaux et médico-sociaux – Bohic Nicole, Le Morvan Franck, IGAS
Les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) dédiés aux personnes en situation de handicap (PSH) recouvrent un très large champ d'activités fortement structuré par un régime d'autorisation qui vaut en général à la fois autorisation de fonctionner dans un cadre réglementaire prédéfini, droit à financement et obligation de faire. Ils ont été soumis à de fortes contraintes dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, en particulier lors du premier confinement. Afin de leur permettre d'organiser la continuité de la réponse aux besoins des personnes, leur régime d'autorisation a fait l'objet d'importantes mesures d'assouplissement, prévues par deux ordonnances, prises successivement les 25 mars et 9 décembre 2020. Par une lettre du 18 décembre 2020, la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées a demandé à l'IGAS de capitaliser sur ces assouplissements et de proposer des évolutions juridiques permettant de soutenir la transformation de l'offre, avec un objectif de réponse inconditionnelle territorialisée. A cette fin, la mission a rencontré les fédérations des usagers et des structures du secteur, ainsi que des aidants de personnes en situation de handicap et des gestionnaires de structures. Elle a également conduit deux enquêtes riches de témoignages sur la manière dont le secteur s'est adapté à la crise sanitaire : l'une auprès des établissements et services médico-sociaux, l'autre auprès des personnes en situation de handicap et de leurs proches aidants. Il ressort des enquêtes conduites par la mission que ces mesures ont été inégalement utilisées et n'ont pas suffi à prévenir ou résorber les grandes difficultés auxquelles ont été confrontées les personnes. La segmentation structurelle du secteur en est la première cause. La mission recommande dès lors plusieurs adaptations structurelles autour de quatre axes : 1-Réduire la segmentation des autorisations 2-Améliorer les règles d'attribution des autorisations 3-Lever des freins au parcours des personnes 4-Des outils pour une appréhension globale et territorialisée du handicap. Inspection générale des affaires sociales, 2021, 238p. – Texte intégral

Le SESSAD. Un service d'éducation et de soins tourné vers l'avenir – Viltard Thomas
L'évolution de la société dans la prise en compte du handicap a permis l'émergence de structures de soins tournées vers l'accompagnement du sujet au plus près de ses besoins et de son environnement comme le SESSAD, dispositif original encore largement méconnu. L'auteur en décrit le fonctionnement et questionne sa place dans l'offre de soins contemporaine. Avec les SESSAD, l'accompagnement médico-social se déplace au plus près du patient, grâce à la mise en place d'un maillage interprofessionnel et une approche résolument globale. En effet, l'équipe pluridisciplinaire se rend dans les différents lieux de vie – domicile, école, centre de loisirs, de sports et de culture… – des enfants et adolescents suivis en raison de pathologies et de handicaps divers, afin de leur prodiguer des soins et des prestations de rééducation personnalisés. À l'heure des grandes réformes budgétaires, sociales, idéologiques, les SESSAD d'aujourd'hui seraient-ils le prototype du soin de demain ? Loin de vouloir figer les propos et les points de vue, ce livre se donne pour objectif d'ouvrir à la réflexion et de contribuer à favoriser une démarche clinique prospective. Editions Erès, Collection Trames, 2021, 192 p. – Fiche détaillée de l'ouvrage

Troisième schéma national d'organisation sociale et médico-sociale pour les handicaps rares 2021-2025 – CNSA
Ce troisième schéma doit inscrire durablement la reconnaissance des situations de handicap rare dans les politiques publiques du handicap et consolider les progrès apportés par l'organisation de l'offre en prenant en compte l'évolution du contexte institutionnel et les orientations des politiques publiques, notamment dans leur dimension inclusive. Il s'inscrit dans les avancées et les ambitions des deux précédents avec la même volonté d'assurer à tous et pour chacun un accompagnement de qualité. Il vise à consolider l'organisation actuelle et à accompagner la transformation de l'offre médico-sociale au bénéfice et avec les personnes en situation de handicap rare et leurs proches aidants. Il s'appuie sur une logique de parcours et de continuité des services. CNSA, 2021, 94p. – Texte intégral

Le télétravail des personnes en situation de handicap – Club Handicap & Compétences
Le Club Handicap & Compétences a publié un recueil pratique consacré au télétravail des personnes en situation de handicap. Il a pour but d'accompagner les entreprises à comprendre et répondre au mieux aux enjeux induits par le télétravail pour les personnes en situation de handicap. Les obligations des employeurs en matière de télétravail à l'égard des travailleurs handicapés ainsi que les particularités liées aux différents types de handicap sont rappelées. La réflexion du Club Handicap & Compétences s'inscrit dans une démarche d'amélioration de la qualité de vie au travail, de préservation des fonctionnements collectifs et d'efficacité en repensant les questions relatives aux aménagements de poste et aux moyens de compensation à domicile ; à la lutte contre l'isolement social ; à la prise en compte des différents types de handicap ; à l'accessibilité numérique. Club Handicap & Compétences, 2021, 14p. – Texte intégral

La prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées : Construire une priorité partagée – Cour des Comptes
Malgré une production abondante de travaux parlementaires, de recherche et de rapports administratifs publiés au cours de cette dernière décennie, la prévention de la perte d'autonomie occupe toujours une place marginale dans les politiques publiques. Alors que les constats et les actions pour mener une prévention efficace font largement consensus, la Cour a cherché à identifier les points de blocage, et à suggérer des leviers de progrès opérationnels qui permettraient d'améliorer la vie d'un quart de la population française – près d'un tiers demain. L'enquête publiée ce jour se situe en amont de la perte d'autonomie, sur le terrain de la prévention, et formule six recommandations. - Le cas français : vivre plus vieux, mais pas forcément en meilleure santé : La France connaît un vieillissement de sa population semblable à celui des autres pays de l'OCDE – phénomène qui va tendre à s'accélérer avec les nombreuses classes du baby-boom, désormais en âge d'être concernées par la perte d'autonomie (au-delà de 85 ans). Si la France comptait 100 centenaires en 1900, et 1 120 en 1970, ils sont actuellement 26 300, et approcheront les 200 000 en 2060. Compte tenu de cette évolution démographique, la prévention de la perte d'autonomie est indispensable. En France, l'espérance de vie de 65 ans est certes plus élevée que dans les autres pays européens, mais les années de vie en bonne santé ne représentent que la moitié de cette durée – un constat qui se révèle plus négatif que dans onze pays européens. Une marge d'amélioration reste donc importante, car bien qu'elle augmente statistiquement avec l'âge, la perte d'autonomie n'est pas la conséquence inéluctable du vieillissement. Par ailleurs, au-delà du bénéfice individuel et collectif pour les personnes concernées, la Cour a calculé qu'un gain d'un an d'espérance de vie sans incapacité représenterait une économie de près d'1,5 Md€ dans les dépenses de l'assurance maladie. - La dispersion des intervenants réduit les effets d'une politique pourtant consensuelle sur le fond : Les acteurs participant à la prise en charge de la prévention de la perte d'autonomie sont particulièrement nombreux : conseils départementaux, caisses de retraite, agences régionales de santé, caisses primaires d'assurance maladie, Agence nationale de l'habitat, communes et établissements de coopération intercommunale, conseils régionaux, bailleurs sociaux, mutuelles, associations… Un début de restructuration et de rapprochement entre organismes a certes eu lieu, mais l'ensemble reste foisonnant et complexe sur le plan administratif. Cette multiplicité d'interlocuteurs expose les usagers à un risque bien réel de découragement. Le contenu des politiques de prévention fait pourtant l'objet d'un large consensus : une prévention mise en œuvre à partir de 40-45 ans, son renforcement au moment du départ en retraite, la promotion de l'importance de pratiquer une activité physique, ou encore le maintien à domicile grâce à l'adaptation du logement. La Cour observe également que la prévention des chutes de personnes âgées (causant chaque année plus de 10 000 décès de personnes âgées) reste en France un axe de prévention relativement négligé. Deux autres domaines n'ont, à ce stade, esquissé qu'une faible prise de conscience : la lutte contre l'isolement des personnes âgées, générateur de perte d'autonomie, ainsi que la sensibilisation des professionnels de santé au dépistage des pathologies du grand âge et aux techniques de maintien des capacités fonctionnelles. Mieux structurer la prévention : L'offre de prévention reste donc dispersée et inégalitaire. Pour la renforcer, la Cour préconise de construire une offre graduée, dont un premier niveau consisterait à livrer des informations générales par le biais de campagnes de communication grand public, à mieux articuler l'information nationale et celle des collectivités territoriales, et également à créer une plateforme téléphonique d'information. Un deuxième niveau développerait une politique plus ciblée, prévoyant notamment des visites à domicile réalisées par des professionnels formés aux problématiques de prévention, pour les personnes âgées qui en feraient la demande. Enfin, un troisième niveau serait réservé aux plus précaires et aux personnes isolées, avec des plans d'aide déployés par l'action sociale des caisses de retraite. En parallèle, la Cour suggère d'amplifier l'adaptation des logements, tout en simplifiant les aides et en uniformisant les procédures. Elle recommande également au ministère des Solidarités et de la Santé de définir un objectif de santé publique ambitieux, destiné à réduire les chutes et les décès. Dans cet objectif, les agences régionales de santé seraient dotées d'outils tel qu'un recueil statistique systématique des chutes. Cour des comptes, 2021, 186p. – Texte intégral

La vaccination contre la Covid-19 en Ehpad et son effet sur la contamination des résidents - La campagne de vaccination des résidents d'Ehpad au début de l'année 2021 Miron de l'Espinay Albane, Pinel Laurie
Les résidents d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), rendus particulièrement vulnérables à la Covid-19 à cause de leur âge, leur état de santé et leur vie en communauté font l'objet d'un suivi spécifique depuis le début de la crise sanitaire. Durant la seconde vague de l'épidémie de Covid-19 à l'automne 2020, le taux d'incidence s'élève ainsi jusqu'à près de 1 600 résidents contaminés par semaine pour 100 000, contre 500

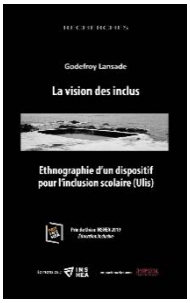
personnes pour 100 000 chez les personnes de 70 ans ou plus, et 450 pour la population entière. Mais à partir de mi-février, si le taux d'incidence de la population augmente, celui chez les résidents en Ehpad ne connaît pas la même trajectoire. La situation tout début mars permet d'illustrer la réduction des écarts par rapport à la seconde vague : le taux d'incidence parmi les résidents d'Ehpad n'est plus que d'environ 200 cas de résidents sur 100 000, contre 190 personnes pour les 70 ans ou plus et 140 sur la population entière. De la même manière, la proportion d'épisodes de contamination en Ehpad où seul le personnel est contaminé augmente à partir de janvier 2021. Elle passe de 15 % en juin 2020 à 60 % en juin 2021. Les résidents d'Ehpad n'ont ainsi pas connu de troisième pic épidémique. La vaccination pourrait en partie expliquer pourquoi les résidents d'Ehpad n'ont pas connu la même dynamique épidémique que les personnels de ces structures et que l'ensemble de la population. DREES, Les dossiers de la DREES, n° 86, 2021, 30p. – Texte intégral

Diagnostic de la dénutrition chez la personne de 70 ans et plus HAS, Fédération française de nutrition
Les recommandations de bonne pratique (RBP) sont définies dans le champ de la santé comme des propositions développées méthodiquement pour aider le praticien et le patient à rechercher les soins les plus appropriés dans des circonstances cliniques données. Les RBP sont des synthèses rigoureuses de l'état de l'art et des données de la science à un temps donné, décrites dans l'argumentaire scientifique. Elles ne sauraient dispenser le professionnel de santé de faire preuve de discernement dans sa prise en charge du patient, qui doit être celle qu'il estime la plus appropriée, en fonction de ses propres constatations et des préférences du patient. Cette recommandation de bonne pratique a été élaborée selon la méthode résumée dans l'argumentaire scientifique et décrite dans le guide méthodologique de la HAS disponible sur son site: Élaboration de recommandations de bonne pratique –Méthode recommandations pour la pratique clinique. Les objectifs de cette recommandation, la population et les professionnels concernés par sa mise en œuvre sont brièvement présentés en dernière page (fiche descriptive) et détaillés dans l'argumentaire scientifique. HAS, 2021, 19p. – Texte intégral

Social Exclusion in Later Life : Interdisciplinary and Policy Perspectives – Walsh, Kieran; Scharf, Thomas; Van Regenmortel, Sofie; et al.
This open access book provides a comprehensive analysis of social exclusion of older people, brings together and integrates dialogue on empirical and conceptual work in the field, develops cross-national and interdisciplinary perspectives on exclusion of older adults. Springer International Publishing, International Perspectives on Aging; n° 28, 52p. – Texte intégral

---

LU POUR VOUS



La vision des inclus. Ethnographie d'un dispositif pour l'inclusion scolaire (Ulis) – Lansade Godefroy
L'intérêt politique pour l'inclusion scolaire a été suivi de près par une multiplication de travaux autour de sa définition et des effets de sa mise en actes à l'aune de ce qu'elle devrait être. Le problème qui est posé ici l'est de manière ouverte, à distance de toutes positions essentialiste et normative. Il s'agit de décrire et d'analyser le plus finement possible la politique publique d'inclusion scolaire en « train de se faire » à travers le point de vue des individus qu'elle prend pour cibles et celles et ceux qui ont la responsabilité de la rendre effective. Cette perspective invite à rester attentif aux effets de l'ambition inclusive et, plus particulièrement, à ceux qui résultent d'une combinaison de conséquences directes (matériels et symboliques), mais aussi aux appropriations multiples (adaptation, usage détourné, etc.) que font les acteurs de manière la plus concrète. Peu de travaux se sont intéressés aux points de vue de ceux qui vivent l'inclusion à la première personne – les « inclus » – et de surcroît, lorsqu'il s'agit d'adolescents et de jeunes adultes désignés handicapés mentaux. INSAHA, Collection Recherches, 2021, 378 p. – Fiche détaillée de l'ouvrage

---

AGENDA NATIONAL

Communiqués de presse

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 3 décembre 2021
Le gouvernement poursuit sa mobilisation pour accélérer le développement de la pratique sportive des personnes en situation de handicap » – Voir le communiqué

Mon Parcours Handicap, 3 décembre 2021
« Lancement de la nouvelle rubrique « Études supérieures » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 3 décembre 2021
Le Gouvernement annonce la création de 8 nouveaux sites universitaires de formation en odontologie à partir de 2022 pour augmenter le nombre de professionnels formés et améliorer l'offre de soins » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 3 décembre 2021
« Hospitalisation à domicile : Olivier Véran lance la première feuille de route stratégique nationale pour soutenir son développement » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 1er décembre 2021
« Adoption en Conseil des ministres d'un projet d'ordonnance relatif à la mise en œuvre de la nouvelle 5ème branche autonomie » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 1er décembre 2021
« Le ministère des Solidarités et de la Santé présente la deuxième feuille de route santé sexuelle 2021-2024 de mise en oeuvre de la Stratégie nationale de Santé sexuelle » – Voir le communiqué

Ministère de l'Education Nationale de la Jeunesse et des sports, novembre 2021
« La scolarisation des élèves en situation de handicap » – Voir le communiqué

CNSA, 29 novembre 2021
« Six projets soutenus pour expérimenter et évaluer des dispositifs innovants de participation des personnes vivant à domicile » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 25 novembre 2021
« Stratégie nationale de mobilisation et de soutien des proches aidants : deux ans d'avancées pour mieux les épauler » – Voir le communiqué

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 25 novembre 2021
« Le premier module de sensibilisation-formation dédié aux troubles du neurodéveloppement est en ligne » – Voir le communiqué

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 25 novembre 2021
« Le Mouvement des entreprises de taille intermédiaire - METI poursuit et renforce son engagement en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap dans les ETI » – Voir le communiqué

CNSA, 25 novembre 2021
« La première analyse des prix des résidences autonomie est parue » – Voir le communiqué

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 23 novembre 2021
« Le deuxième comité de pilotage de l'habitat inclusif marque la mobilisation forte du gouvernement en faveur de l'autonomie des Français « chez soi » : l'aide à la vie partagée déployée dans 30 départements » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 22 novembre 2021
« PLFSS 2022 : le paquet autonomie renforcé, les hausses de salaire du Ségur de la santé étendues aux professionnels des résidences autonomie et accueils de jour autonomes » – Voir le communiqué

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 22 novembre 2021
« Autisme, TND : la 3ème édition de l'enquête d'impact attend votre avis » – Voir le communiqué

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 21 novembre 2021
« Comité national de suivi de l'école inclusive » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 18 novembre 2021
Dépistage néonatal : des outils repensés pour mieux informer – Voir le communiqué

CNSA, 17 novembre 2021
« Prévenir les troubles musculosquelettiques (TMS) pour les métiers des secteurs sanitaire et médico-social » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 17 novembre 2021
« Journée Mondiale de la Prématurité : Adrien Taquet, Secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance et des Familles, SOS Préma et la Société Française de Néonatalogie inaugurent la Charte du nouveau-né hospitalisé » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 17 novembre 2021
« Habitat inclusif : la Fondation petits frères des Pauvres, le groupe Caisse des Dépôts et le Réseau de l'habitat partagé et accompagné lancent aujourd'hui l'association h@pi » – Voir le communiqué

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 17 novembre 2021
« Mobilisation du gouvernement pour répondre au contexte de tensions sur les ressources humaines dans les établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap » – Voir le communiqué

Cercle Vulnérabilités et Société, 16 novembre 2021
« Quelle influence des travailleurs handicapés sur la performance des organisations en Europe et dans le monde ? » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 10 novembre 2021
« Le Sénat adopte à son tour le volet autonomie du PLFSS en 1ère lecture, qui ouvre la porte au service public de l'autonomie annoncé par le Président de la République dans son allocution, pour permettre aux personnes âgées de vieillir plus longtemps à domicile » – Voir le communiqué

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 9 novembre 2021
« Bilan de la stratégie quinquennale d'évolution de l'offre médico-sociale 2017-2021 » – Voir le communiqué

Ministère des Solidarités et de la Santé, 8 novembre 2021
« Le gouvernement mobilise 8,1 millions d'euros pour renforcer la protection juridique des majeurs » – Voir le communiqué

FIPHFP-SEEPH, 6 novembre 2021
« SEEPH 2021 - Jeu "A la découverte des handicaps invisibles" » – Voir le communiqué

Appel à projets, appel à contributions

AFM-Téléthon, Fondation maladies rares, APP Filières de maladies rares
« Preuves de concepts thérapeutiques innovants » : Appel à projets AFM-Téléthon, Fondation maladies rares, APP Filières de maladies rares : Date limite de soumission : 22 décembre 2021 à 17h (heure de paris) – Voir l'appel

Revue française des affaires sociales, 23 novembre 2021
« Les enjeux psychosociaux liés au travail. Santé mentale et expériences du travail, du chômage et de la précarité » **:** Appel à contribution pluridisciplinaire. Date limite de soumission : 14 avril 2022 – Voir l'appel

Les cahiers du travail social, 9 novembre 2021
« La société inclusive : discours et réalité » : Date limite de soumission des propositions 1er mai 2022 – Voir l'appel

Colloques, congrès...

A distance, 6 et 7 décembre 2021
« Technologies et déficience visuelle » : Journées d'étude organisées par la Fédération des Aveugles de France – En savoir plus

Aix-en-Provence, 8 décembre 2021
« Sourds et Connectés #2 » : Forum organisé par l'Urapeda Sud – En savoir plus

Webinaire, 8 décembre 2021
« Fratrie et handicap, trouver sa place » : Webinaire organisé par l'association Grandir d'un Monde à l'Autre – En savoir plus

Webinaire, 14 décembre 2021
« Protection de l'enfance & Handicap : repères et socle communs d'actions pour soutenir la scolarité **»** : Webinaire organisé par la HAS – En savoir plus

Webinaire, 12 et 13 janvier 2022
« Le design au service des droits et de l'inclusion des personnes âgées ou handicapées » : Webinaire organisé par la CNSA – En savoir plus

St Brévin l'Océan, 27 et 29 janvier 2022
« Séminaire interrégional des Directeurs(trices) des établissements et services médico-sociaux pour les enfants et adolescents en situation de handicap IME, ITEP, IEM, IEAP, IES, SESSAD, SESSD, SSAD, SAFEP, SSEFIS, SAAAIS de Bretagne et des Pays de la Loire » : 13ème Séminaire organisé par le CREAI Bretagne et le CREAI Pays de la Loire – En savoir plus

---

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 et au RGPD 2016/679 du 27 avril 2016 , vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au Service Documentation – Ecole des hautes études en santé publique, 15 avenue du professeur Léon Bernard 35043 Rennes Cedex et/ou par mail à bibliotheque@ehesp.fr

Ecole des hautes études en santé publique – EHESP Paris
20, avenue George Sand,
93 210 La Plaine Saint Denis - 02 99 02 24 50
En savoir plus sur le service documentation
Bibliotheque.paris@ehesp.fr

S'abonner **/** Se désabonner